



L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,

II. LES BANQUES ET LEUR NOUVEAU RÔLE, suite et fin.

Les caisses d'épargne et les bureaux de poste commencent à concurrencer les banques dans la socialisation de l'économie capitaliste. Ce sont des établissements plus "décentralisés", c'est-à-dire dont l'influence s'étend sur un plus grand nombre de localités, de coins perdus, sur de plus vastes contingents de la population. Une commission américaine a réuni, sur le développement comparé des dépôts en banque et dans les caisses d'épargne.

Servant un intérêt de 4% à 4,25% sur les dépôts, les caisses d'épargne sont obligées de chercher pour leurs capitaux des placements "avantageux", de se lancer dans les opérations sur les lettres de change, les hypothèques, etc. Les lignes de démarcation entre les banques et les caisses d'épargne "s'effacent de plus en plus". Les chambres de commerce de Bochum et d'Erfurt, par exemple, demandent qu'il soit "interdit" aux caisses d'épargne de se livrer à des opérations "purement", bancaires, telles que l'escompte des lettres de change, et exigent la limitation de l'activité "bancaire", des bureaux de poste. Les manitous de la banque semblent craindre que le monopole d'État ne trouve là une faille par où se glisser. Mais il va de soi que cette crainte ne dépasse pas le cadre de la concurrence à laquelle peuvent se livrer deux chefs de bureau d'une même administration. Car, d'un côté, ce sont en définitive toujours *les mêmes* magnats du capital bancaire qui disposent en fait des milliards confiés aux caisses d'épargne et, d'un autre côté, le monopole d'État en société capitaliste n'est qu'un moyen d'accroître et d'assurer les revenus des millionnaires près de faire faillite dans telle ou telle industrie.

Le remplacement du vieux capitalisme, où régnait la libre concurrence, par un nouveau où règne le monopole, entraîne, notamment, une diminution de l'importance de la Bourse. La revue *Die Bank* écrit : "*La Bourse a depuis longtemps cessé d'être l'intermédiaire indispensable des échanges qu'elle était autrefois, lorsque les banques ne pouvaient pas encore placer parmi leurs clients la plupart des valeurs émises.*"

"Toute banque est une Bourse" : cet aphorisme moderne contient d'autant plus de vérité que la banque est plus importante et que la concentration fait de plus grands progrès dans les opérations bancaires". "Si autrefois la Bourse, après 1870, avec ses excès de jeunesse" (allusion "délicate" au krach boursier de 1873, aux scandales de la *Gründerzeit*, etc.), "avait inauguré l'époque de l'industrialisation de l'Allemagne, aujourd'hui les banques et l'industrie peuvent "se tirer d'affaire elles-mêmes". La domination de nos grandes banques sur la Bourse... n'est que l'expression de l'État industriel allemand pleinement organisé. Dès lors, si le domaine des lois économiques fonctionnant automatiquement s'en trouve rétréci et le domaine de la réglementation consciente par les banques grandement élargi, il s'ensuit que la responsabilité incombant en matière d'économie nationale à quelques dirigeants augmente dans de vastes proportions." Voilà ce qu'écrit le professeur allemand Schulze-Gävernitz, cet apologiste de l'impérialisme allemand qui fait autorité chez les impérialistes de tous les pays et qui s'applique à masquer un "détail", à savoir que cette "réglementation consciente" par l'entremise des banques consiste dans le dépouillement du public par une poignée de monopolistes "pleinement organisés". La tâche du professeur bourgeois n'est pas de mettre à nu tout le mécanisme et de divulguer tous les tripotages des monopolistes de la banque, mais de les présenter sous des dehors innocents.

De même Riesser, économiste et "financier" qui fait encore plus autorité, s'en tire avec des phrases à propos de faits qu'il est impossible de nier : "*La Bourse perd de plus en plus ce caractère absolument indispensable à l'économie tout entière et à la circulation des valeurs, qui en fait non seulement le plus précis des instruments de mesure, mais aussi un régulateur presque automatique des mouvements économiques convergeant vers elle.*"

En d'autres termes, l'ancien capitalisme, le capitalisme de la libre concurrence, avec ce régulateur absolument indispensable qu'était pour lui la Bourse, disparaît à jamais. Un nouveau capitalisme lui succède, qui comporte des éléments manifestes de transition, une sorte de mélange entre la libre concurrence et le monopole. Une question se pose d'elle-même : *vers quoi* tend cette "transition" que constitue le capitalisme moderne ? Mais cette question, les savants bourgeois ont peur de la poser. "Il y a trente ans, les employeurs engagés dans la libre concurrence accomplissaient les 9/10 de l'effort économique qui ne fait pas partie du travail manuel des "ouvriers". A l'heure présente, ce sont des *fonctionnaires* qui accomplissent les 9/10 de cet effort intellectuel dans l'économie. La banque est à la tête de cette évolution." Cet aveu de Schulze-Gävernitz nous ramène une fois de plus à la question de savoir vers quoi tend ce phénomène transitoire que constitue le capitalisme moderne, parvenu à son stade impérialiste.

Les quelques banques qui, grâce au processus de concentration, restent à la tête de toute l'économie capitaliste, ont naturellement une tendance de plus en plus marquée à des accords de monopoles à un *trust des banques*. En Amérique, ce ne sont plus neuf, mais *deux* très grandes banques, celles des milliardaires Rockefeller et Morgan, qui règnent sur un capital de 11 milliards de marks. En Allemagne, l'absorption que nous avons signalée plus haut de l'*Union de Schaffhausen* par la "*Disconto-Gesellschaft*" a été appréciée en ces termes par le *Frankfurter Zeitung*, organe au service des intérêts boursiers :

"*Le mouvement de concentration croissante des banques resserre le cercle des établissements auxquels on peut, en général, adresser des demandes de crédit, d'où une dépendance accrue de la grosse industrie à l'égard d'un petit nombre de groupes bancaires. La liaison étroite de l'industrie et du monde de la finance restreint la liberté de mouvement des sociétés industrielles ayant besoin de capitaux bancaires. Aussi la grande industrie envisage-t-elle avec des sentiments divers la trustification (le groupement ou la transformation en trusts) croissante des banques; en effet, on a pu maintes fois observer des commencements d'accords entre consortiums de grandes banques, accords tendant à limiter la concurrence.*"

Encore une fois, le dernier mot du développement des banques, c'est le monopole.

Quant à la liaison étroite qui existe entre les banques et l'industrie, c'est dans ce domaine que se manifeste peut-être avec le plus d'évidence le nouveau rôle des banques. Si une banque escompte les lettres de change d'un industriel, lui ouvre un compte courant, etc., ces opérations en tant que telles ne diminuent pas d'un iota l'indépendance de cet industriel, et la banque ne dépasse pas son rôle modeste d'intermédiaire. Mais si ces opérations se multiplient et s'instaurent régulièrement, si la banque "réunit" entre ses mains d'énormes capitaux, si la tenue des comptes courants d'une entreprise permet à la banque -et c'est ce qui arrive- de connaître avec toujours plus d'ampleur et de précision la situation économique du client, il en résulte une dépendance de plus en plus complète du capitaliste industriel à l'égard de la banque.

En même temps se développe, pour ainsi dire, l'union personnelle des banques et des grosses entreprises industrielles et commerciales, la fusion des unes et des autres par l'acquisition d'actions, par l'entrée des directeurs de banque dans les conseils de surveillance (ou d'administration) des entreprises industrielles et commerciales, et inversement.

L'économiste allemand Juidels a réuni une documentation fort complète sur cette forme de concentration des capitaux et des entreprises. Les six plus grandes banques berlinoises étaient représentées par leurs directeurs dans 344 sociétés industrielles et, par les membres de leur conseil d'administration, encore dans 407, soit un total de 751 sociétés. Dans 289 de ces dernières, elles avaient soit deux membres aux conseils de surveillance, soit la présidence de ces derniers. Ces sociétés s'étendent aux domaines les plus divers du commerce et de l'industrie, aux assurances, aux voies de communication, aux restaurants, aux théâtres, à la production artistique, etc. D'autre part, il y avait (en 1910) dans les conseils de surveillance de ces mêmes six banques, cinquante et un des plus gros industriels, dont un directeur de la firme Krupp, celui de la grande compagnie de navigation "Hapag" (Hamburg-Amerika), etc.; etc. De 1895 à 1910, chacune de ces six banques a participé à l'émission d'actions et d'obligations pour des centaines de sociétés industrielles, dont le nombre est passé de 281 à 419.

"L'union personnelle" des banques et de l'industrie est complétée par "l'union personnelle" des unes et des autres avec le gouvernement. "Des postes aux conseils de surveillance, écrit Juidels, sont librement offerts à des personnages de grand renom, de même qu'à d'anciens fonctionnaires de l'État qui peuvent faciliter (!) considérablement les relations avec les autorités..." "On trouve généralement au conseil de surveillance d'une grande banque un membre du Parlement ou un membre de la municipalité de Berlin."

L'élaboration et, pour ainsi dire, la mise au point des grands monopoles capitalistes se poursuivent donc à toute vapeur, par tous les moyens "naturels" et "surnaturels". Il en résulte une division systématique du travail entre quelques centaines de rois de la finance de la société capitaliste moderne :

"Parallèlement à cette extension du champ d'activité de certains gros industriels"(qui entrent aux conseils d'administration des banques, etc.)" et à l'attribution d'une région industrielle déterminée à des directeurs provinciaux, il se produit une sorte de spécialisation des dirigeants des grandes banques. Pareille spécialisation n'est possible que dans les grandes banques en général, et si elles ont des relations étendues dans le monde industriel, en particulier. Cette division du travail se fait dans deux directions : d'une part, toutes les relations avec l'industrie sont confiées à un directeur, dont c'est le domaine spécial; d'autre part, chaque directeur assume la surveillance d'entreprises particulières ou de groupes d'entreprises dont la production ou les intérêts sont connexes..." (Le capitalisme en est déjà arrivé à la *surveillance* organisée sur les différentes entreprises) "... La spécialité de l'un est l'industrie allemande, parfois même uniquement celle de l'Allemagne occidentale" (l'Allemagne occidentale est la partie la plus industrialisée du pays) ; "pour d'autres, les relations avec les autres Etats et avec l'industrie de l'étranger, les renseignements sur la personnalité des industriels, etc., les questions boursières, etc. En outre, chacun des directeurs de la banque se voit souvent confier la gestion d'une région ou d'une branche d'industrie; tel travaille principalement dans les conseils de surveillance des sociétés d'électricité, tel autre dans les usines chimiques, les brasseries ou les raffineries de sucre, un autre encore, dans les quelques entreprises restées isolées, et en même temps dans le conseil de surveillance de sociétés d'assurances..."

En un mot, il est certain que dans les grandes banques, au fur et à mesure qu'augmentent l'étendue et la diversité de leurs opérations, la division du travail s'accroît entre leurs dirigeants, avec pour but (et pour résultat) de les élever, pour ainsi dire, un peu au-dessus des opérations purement bancaires, de les rendre plus aptes à juger, plus compétents dans les questions d'ordre général de l'industrie et dans les questions spéciales touchant les diverses branches, de les préparer à agir dans la sphère d'influence industrielle de la banque.

Ce système des banques est complété par une tendance à élire dans leurs conseils de surveillance des hommes bien au fait de l'industrie, des industriels, d'anciens fonctionnaires, surtout de ceux qui ont servi dans l'administration des chemins de fer, des mines", etc.

On retrouve une structure administrative similaire, avec de très légères variantes, dans les banques françaises. Le "Crédit Lyonnais", par exemple, une des trois plus grandes banques françaises, a organisé un service spécial des études financières, qui emploie en permanence plus de cinquante ingénieurs, statisticiens, économistes, juristes, etc., et dont l'entretien coûte de six à sept cent mille francs par an. Ce service est à son tour divisé en huit sections, dont l'une est chargée de recueillir des informations portant spécialement sur les entreprises industrielles, la seconde étudiant les statistiques générales; la troisième, les compagnies de chemins de fer et de navigation; la quatrième, les fonds; la cinquième, les rapports financiers, etc.

Il en résulte, d'une part, une fusion de plus en plus complète ou, suivant l'heureuse formule de N. Boukharine, une interpénétration du capital bancaire et du capital industriel, et, d'autre part, la transformation des banques en établissements présentant au sens le plus exact du terme un "caractère universel". Sur ce point, nous croyons devoir citer les propres termes de Juidels, auteur qui a le mieux étudié la question :

"L'examen des relations industrielles dans leur ensemble permet de constater le caractère universel des établissements financiers travaillant pour l'industrie. Contrairement aux autres formes de banques, contrairement aux exigences quelquefois formulées par divers auteurs, à savoir que les banques devraient se spécialiser dans un domaine ou dans une industrie déterminés pour ne pas voir le sol se dérober sous leurs pieds, les grandes banques s'efforcent de multiplier le plus possible leurs relations avec les entreprises industrielles les plus diverses quant au lieu et au genre de production, et de faire disparaître de plus en plus les inégalités dans la répartition des capitaux entre les diverses régions ou les branches d'industrie, inégalités dont on trouve l'explication dans l'histoire des différentes entreprises." "Une tendance consiste à généraliser la liaison avec l'industrie; une autre, à la rendre continue et intensive; toutes les deux sont appliquées par les six grandes banques, sinon intégralement, du moins déjà dans de notables proportions et à un degré égal."

On entend assez souvent les milieux industriels et commerciaux se plaindre du "terrorisme" des banques. Faut-il s'en étonner, quand les grandes banques "commandent" de la façon dont voici un exemple ? Le 19 novembre 1901, l'une des banques D berlinoises (on appelle ainsi les quatre grandes banques dont le nom commence par la lettre D) adressait au conseil d'administration du Syndicat des ciments du Centre-Nord-Ouest allemand la lettre suivante : "Selon la note que vous avez publiée le 18 de ce mois dans tel journal, il apparaît que nous devons envisager l'éventualité de voir la prochaine assemblée générale de votre syndicat, fixée au 30 courant, prendre des décisions susceptibles d'amener dans votre entreprise des changements que nous ne pouvons accepter. Aussi sommes-nous, à notre grand regret, dans la nécessité de vous refuser dorénavant le crédit qui vous était accordé... Toutefois, si cette assemblée générale ne prend pas de décisions inacceptables pour nous et si nous recevons les garanties désirables pour l'avenir, nous nous déclarons tout disposés à négocier avec vous l'ouverture d'un nouveau crédit."

A la vérité, nous retrouvons là les doléances du petit capital opprimé par le gros, seulement cette fois c'est tout un syndicat qui est tombé dans la catégorie des "petits" ! La vieille lutte du petit et du gros capital recommence, mais à un degré de développement nouveau, infiniment supérieur. Il est évident que disposant de milliards, les grandes banques sont capables de hâter aussi le progrès technique par des moyens qui ne sauraient en aucune façon être comparés à ceux d'autrefois. Les banques fondent, par exemple, des sociétés spéciales d'études techniques dont les travaux ne profitent, bien entendu, qu'aux entreprises industrielles "amies".

Citons entre autres la "Société pour l'étude des chemins de fer électriques", le "Bureau central de recherches scientifiques et techniques", etc.

Les dirigeants des grandes banques eux-mêmes ne peuvent pas ne pas voir que des conditions nouvelles sont en train de se former dans l'économie nationale, mais ils sont impuissants devant elles :

"Quiconque, écrit Jeidels, a observé, au cours des dernières années, les changements de personnes à la direction et aux conseils de surveillance des grandes banques, n'a pas pu ne pas remarquer que le pouvoir passait peu à peu aux mains d'hommes qui considèrent comme une tâche indispensable et de plus en plus pressante, pour les grandes banques, d'intervenir activement dans le développement général de l'industrie, et qu'entre ces hommes et les anciens directeurs des banques il se produit à ce propos des désaccords d'ordre professionnel et souvent aussi d'ordre personnel. Il s'agit, au fond, de savoir si, en tant qu'établissements de crédit, les banques ne subissent pas un préjudice du fait de leur intervention dans le processus de la production industrielle, si elles ne sacrifient pas leurs solides principes et un bénéfice assuré à une activité qui n'a rien à voir avec leur rôle d'intermédiaires du crédit et qui les amène sur un terrain où elles sont encore plus exposées que par le passé à l'action aveugle de la conjoncture industrielle. C'est ce qu'affirment nombre d'anciens directeurs de banques, mais la plupart des jeunes considèrent l'intervention active dans les questions industrielles comme une nécessité pareille à celle qui a suscité, en même temps que le développement actuel de la grande industrie moderne, l'apparition des grandes banques et l'entreprise bancaire industrielle d'aujourd'hui. Les deux parties ne sont d'accord que sur un point, à savoir qu'il n'existe pas de principes fermes ni de but concret pour la nouvelle activité des grandes banques."

L'ancien capitalisme a fait son temps. Le nouveau constitue une transition. La recherche de "principes fermes et d'un but concret" en vue de "concilier" le monopole et la libre concurrence est, de toute évidence, une tentative vouée à l'échec. Les aveux des praticiens ne ressemblent guère aux éloges enthousiastes des apologistes officiels du capitalisme "organisé", tels que Schulze-Gävernitz, Liefmann et autres "théoriciens".

A quelle époque au juste s'impose définitivement la "nouvelle activité" des grandes banques ? Cette importante question trouve une réponse assez précise chez Jeidels.

"Les relations des entreprises industrielles avec leur nouvel objet, leurs nouvelles formes, leurs nouveaux organismes, c'est-à-dire avec les grandes banques présentant une organisation à la fois centralisée et décentralisée, ne sont guère antérieures, en tant que phénomène caractéristique de l'économie nationale, aux années 1890; on peut même, en un sens, faire remonter ce point de départ à l'année 1897, avec ses grandes "fusions" d'entreprises qui introduisent pour la première fois la nouvelle forme d'organisation décentralisée, pour des raisons de politique industrielle des banques. Et l'on peut même le faire remonter à une date encore plus récente, car c'est seulement la crise de 1900 qui a énormément accéléré le processus de concentration tant dans l'industrie que dans la banque et en a assuré le triomphe définitif, qui a fait pour la première fois de cette liaison avec l'industrie le véritable monopole des grosses banques, qui a rendu ces rapports notablement plus étroits et plus intenses."

Ainsi, le XX^e siècle marque le tournant où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général. Fin du second chapitre.